

unité départementale des Cotes d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 28 juillet 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOKA (STE KAOLINIÈRE ARMORICAINE)

lieu dit : MEUDON
22120 Quessoy

Code AIOT : 0005502372

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/06/2023 dans l'établissement SOKA (STE KAOLINIÈRE ARMORICAINE) implanté lieu dit : MEUDON 22120 Quessoy. L'inspection a été annoncée le 18/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite de l'inspection, visée en objet du présent rapport, s'est déroulée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOKA (STE KAOLINIÈRE ARMORICAINE)
- lieu dit : MEUDON 22120 Quessoy
- Code AIOT : 0005502372
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOKA exploite une carrière de kaolin et des installations de traitement, autorisées par arrêté préfectoral du 20 juin 2019.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- plan de gestion des déchets d'extraction (Arrêté ministériel du 22/09/1994),
- émissions de poussière,
- émissions sonores,
- qualité des eaux traitées rejetées,
- aménagement stockage de kaolin,
- économies d'énergie en période nocturne.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
5	Émissions sonores – valeurs limites d'émergence	Arrêté Préfectoral du 20/06/2019, article 6.2.1.1	Susceptible de suites	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Retombées de poussières localisation des points de contrôles	Arrêté Préfectoral du 20/06/2019, article 3.1.5	Susceptible de suites	Sans objet
3	Retombées de poussières fréquence et durée	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6	/	Sans objet
4	Retombées de poussières respect de la valeur limite	Arrêté Préfectoral du 20/06/2019, article 3.1.6	/	Sans objet
6	Valeurs limites d'émission des eaux traitées rejetées	Arrêté Préfectoral du 20/06/2019, article 4.3.11	/	Sans objet
7	Aménagement stockage de kaolin	Arrêté Préfectoral du 20/06/2019, article 6.2.3	/	Sans objet
8	Economies d'énergie en période nocturne	Arrêté Préfectoral du 20/06/2019, article 11.1.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées constate la nécessité de rédiger le plan de gestion des déchets d'extraction et de vérifier le retour au respect des valeurs limites d'émergence suite aux travaux réalisés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : (...) Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.
Constats : L'exploitant a indiqué que les stériles sont utilisés pour la création de merlons. L'inspection des installations classées constate que l'exploitant n'a pas formalisé un plan de gestion des déchets d'extraction. L'exploitant s'est engagé à rédiger ce plan de gestion.
Observations : Il appartient à l'exploitant de fournir le plan de gestion des déchets d'extraction avec l'ensemble des éléments prévus à l'article 16 bis, dans un délai de 3 mois à compter de la réception du présent rapport.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Retombées de poussières localisation des points de contrôles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2019, article 3.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui
Prescription contrôlée : <p>Un réseau approprié de mesures de retombées des poussières dans l'environnement doit être mis en place en périphérie de la carrière, notamment au niveau des secteurs situés aux lieux dits : « Le Grand Clos », « Le Hotieux Guyomar », « Carloquet », « Meudon » « Le Clos Maillard », « La Tenue Chantard », « La Rivière » et « La Ville Soul».</p> <p>L'emplacement des capteurs, choisis par l'exploitant et au nombre minimum de 8 correspondants aux secteurs susmentionnés, est déterminé en concertation avec l'inspection des installations classées.</p> <p>Les mesures des retombées des poussières sont réalisées pendant les périodes d'activité selon une procédure normalisée (NF X 43-014) (2017).</p> <p>Une mesure des retombées des poussières aux abords du site est réalisée pendant les périodes d'activité, selon une procédure normalisée. Cette mesure est effectuée dans l'année suivant la notification du présent arrêté puis tous les ans pendant la période estivale aux 8 points de mesures mentionnés ci-dessus. (...)</p>
Constats : L'exploitant a fourni dans le porter à connaissance du 27/04/2023 deux tableaux récapitulant les résultats des mesures de retombées de poussières : <ul style="list-style-type: none">- un tableau des résultats de mesures réalisées par un cabinet extérieur,- un tableau des résultats des mesures d'autosurveillance. L'inspection des installations classées constate que depuis octobre 2020, les mesures sont réalisées dans 8 secteurs prévus à l'article 3.1.5 de l'arrêté préfectoral. Des mesures ont été réalisées en période estivale et notamment en septembre 2021, juin/juillet et septembre 2022. La prochaine campagne de mesures est prévue au mois de juillet 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Retombées de poussières fréquence et durée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6
Thème(s) : Risques chroniques, poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : (...) Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle. Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.
Constats : L'exploitant a fourni dans le porter à connaissance du 27/04/2023 deux tableaux récapitulant les résultats des mesures de retombées de poussières. Le tableau des résultats des mesures d'autosurveillance montre que les campagnes de mesure durent trente jours. Cependant celle du mois de septembre 2022, réalisée par le prestataire extérieur a une durée de 28 jours. L'exploitant indique que la fréquence des mesures de retombées de poussières est passée à semestrielle, hormis pour deux points pour lesquels la fréquence est trimestrielle : Le Grand Clos et Le Hôtieux Guyomar. L'inspection des installations classées constate que la fréquence d'autosurveillance est trimestrielle pour les années 2021 et 2022. Les moyennes annuelles pour 2021 et 2022 montrent des résultats inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 de 500 mg/m ² /jour.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Retombées de poussières respect de la valeur limite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2019, article 3.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les retombées de poussières ne devront en aucun cas dépasser la valeur limite suivante : Poussières : dépôt maximal journalier (mg/m ² /jour) : 350
Constats : L'exploitant a fourni dans le porter à connaissance du 27/04/2023 deux tableaux récapitulant les résultats des mesures de retombées de poussières. L'inspection des installations classées constate que les résultats des mesures respectent la valeur de 350 mg/m ² /jour en 2022, hormis pour la mesure réalisée en avril 2022 au point de mesure « Le Hotieux Guyomard ». Le porter à connaissance a pour objet la demande de suppression de ce point de mesure, compte tenu que les parcelles concernées, autrefois en limite de propriété sont devenues la propriété de SOKA.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Émissions sonores – valeurs limites d'émergence

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2019, article 6.2.1.1									
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit									
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui									
Prescription contrôlée : <p>L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (mesurés lorsque la carrière et ses installations annexes sont en fonctionnement) et les niveaux sonores correspondant au bruit résiduel (carrière et ses installations annexes à l'arrêt). Cette émergence est mesurée conformément à la méthodologie définie dans l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié susvisé.</p> <p>Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau suivant, dans les zones à émergence réglementée :</p>									
<table border="1"><thead><tr><th>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)</th><th>Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés</th><th>Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés</th></tr></thead><tbody><tr><td>Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)</td><td>6 dB(A)</td><td>4 dB(A)</td></tr><tr><td>Supérieur à 45 dB(A)</td><td>5 dB(A)</td><td>3 dB(A)</td></tr></tbody></table>	Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)	Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés							
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)							
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)							
Constats : L'exploitant a fourni une étude d'impact environnemental avant et après traitement concernant le bruit, datant du 17 janvier 2023. L'inspection des installations classées constate que le rapport précise que l'exploitant a procédé à l'identification de sources sonores et à leur traitement par la réalisation de travaux. Des mesures sonométriques ont été réalisées et il est conclu à une diminution de l'impact sonore. Néanmoins, la conclusion précise qu'il demeure une non-conformité au point n°7 en période nocturne, en zone à émergence réglementée. Selon les dires de l'exploitant, une réserve a été émise suite à la réalisation de travaux, qui a été levée. Une nouvelle campagne de mesures sonométriques est prévue au mois de juillet 2023, l'exploitant ayant fourni le bon de commande. L'inspection des installations classées constate que l'exploitant a pris des mesures pour diminuer l'impact acoustique, mais qu'il convient de s'assurer que les derniers travaux permettent le respect des valeurs limites réglementaires.									
Observations : Il appartient à l'exploitant de transmettre les résultats de la dernière campagne de mesures sonométriques, dans un délai de 3 mois à compter de la réception du présent rapport. Le cas échéant il lui appartient de proposer un plan d'action en cas de persistance de non-conformité.									
Type de suites proposées : Susceptible de suites									
Proposition de suites : Sans objet									

N° 6 : Valeurs limites d'émission des eaux traitées rejetées

N° 7 : Aménagement stockage de kaolin

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2019, article 6.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Aménagements particuliers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>(...) Il doit également réaliser l'ensemble des travaux conformément à son engagement soit : (...)</p> <ul style="list-style-type: none">- sous réserve de l'obtention des autorisation et de la faisabilité économique : (...)- Prolongement du stockage de kaolin vrac (activités passées en intérieur) (2019 – 2021). (...)
Constats : L'exploitant a indiqué que le prolongement du stockage vrac concerne le bâtiment S27 qui vient prolonger le bâtiment S26. L'inspection des installations classées constate sur place un bâtiment de stockage de kaolin en vrac.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Economies d'énergie en période nocturne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2019, article 111.3
Thème(s) : Autre, Economies d'énergie en période nocturne
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien de ses installations afin de supprimer, sinon réduire, l'impact de l'éclairage sur la consommation d'énergie, sur la préservation de la santé humaine et sur celle des écosystèmes. (...) Lorsque l'utilisation de sources lumineuses ne peut être évitée, elle est adaptée aux nécessités réelles. En particulier : - l'éclairage est assuré par des lampes et luminaires « éco-performants » (...) (...) L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant de l'application de ces prescriptions.
Constats : L'exploitant indique que l'ensemble des éclairages intérieurs sont remplacés par des éclairages économes en énergie, LED. En extérieur, certains éclairages ont été remplacés. Il fournit les fiches techniques des luminaires, ainsi qu'une consigne sur la maîtrise des consommations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet